

## Veille des idées

### France

#### Transition écologique

Eloi Laurent s'intéresse pour l'Observatoire Français des conjonctures économiques (OFCE) à la transition écologique française. Selon l'auteur, cette dernière ne manque pas d'ambition, mais bien de leviers. Ce n'est pas l'insuffisance de ses objectifs qui l'empêche de progresser, c'est l'absence d'instruments – efficaces et justes – à la hauteur des enjeux, en phase avec les réalités sociales du pays et intégrés aux politiques publiques nationales et territoriales. L'OFCE propose dans cette perspective deux réformes générales et quatre réformes spécifiques. Il est d'abord proposé de reconnaître que la transition écologique est en réalité une transition sociale-écologique où les questions sociales et les défis écologiques s'entremêlent, ce qui implique de les traiter en ensemble. Il est ensuite recommandé de mettre fin à la multiplication des stratégies et des indicateurs, qui contribue à flouter tant les citoyens que les entreprises, au profit d'une méthode qui fixe un but à atteindre (l'état souhaité), caractérise précisément les problèmes à résoudre (l'état à dépasser) et trace un chemin de l'un vers l'autre (mobilisant des instruments de politique publique). Quatre chantiers sociaux-écologiques sont étudiés à l'aune de cette méthode et autant de recommandations de politiques publiques sont formulées :

1. Recycler 100% des revenus provenant de la taxe carbone pour accompagner les publics les plus défavorisés, en insistant sur la lutte contre la précarité énergétique (passoires thermiques).
2. Créer des zones urbaines de sécurité sanitaire pour réduire la pollution urbaine (zones à faibles émissions dans les 20 plus grandes villes ainsi que les 50 plus polluées.)
3. Promouvoir la qualité et la justice alimentaires en démocratisant la qualité alimentaire par l'obligation du nutri-score et l'application d'une faible TVA sur les produits les mieux notés.
4. Opérationnaliser la mesure du bien-être et de la soutenabilité en créant des indicateurs alternatifs d'orientation budgétaire (bien être, soutenabilité, qualité de vie...)

#### Crise démocratique

Pour Terra Nova, la participation démocratique tant au quotidien dans l'espace public que dans les entreprises s'est fortement dégradée ces dernières années. Selon les auteurs, les faibles possibilités d'expression et de dialogue là où l'on travaille ajoutent aux frustrations des citoyens là où ils vivent. Pour Terra Nova, les évolutions de la société ces dernières décennies s'opposent à l'inertie dans le fonctionnement de nos institutions, des entreprises ou des dirigeants. Pourtant, les auteurs soutiennent que les règles obligeant la puissance publique ou les dirigeants d'entreprise à discuter avec les citoyens ou les parties prenantes se sont multipliées depuis quarante ans. Les auteurs proposent donc dans ce rapport ici une série de changements visant à continuer la transformation des pratiques :

- Un net renforcement du rôle de la Commission nationale du débat public et de la participation citoyenne (CND2PC).
- Une simplification de l'organisation territoriale de la République avec à terme trois niveaux (régions, intercommunalités ou métropoles, et communes)
- Articuler démocratie représentative et délibération citoyenne en créant au niveau national d'un droit d'interpellation citoyenne (une partie du corps électoral peut demander l'organisation d'un débat en séance à l'Assemblée ou au Sénat sur la question présentée)
- Un renforcement des mécanismes qui favorisent le débat participatif associant les salariés au sein de chaque entreprise (dispositions de la loi Pacte concernant la raison d'être des entreprises).
- L'intégration dans les organes dirigeants des sociétés, quel que soit leur statut, d'un tiers de salariés dès lors que l'entreprise compte plus de 1 000 collaborateurs.

### **Simplification fiscale**

La Cour des comptes publie un rapport faisant suite à l'annonce par le Gouvernement d'un programme pluriannuel de suppression et de simplification de taxes à faible rendement - qui va dans le sens des recommandations qu'elle avait formulé en 2018 – en proposant plusieurs pistes visant à prolonger et à structurer cette démarche. La Cour estime indispensable l'établissement d'un inventaire exhaustif des taxes d'un rendement inférieur à 150 millions d'euros par an. Elle recommande également d'abroger les taxes inadaptées au marché intérieur européen, de remplacer celles dont les objectifs pourraient être atteints par d'autres moyens, de simplifier la législation fiscale lorsque l'objet des taxes est identique ou proche et de réduire le coût de collecte en réorganisant la gestion de certains impôts. Parmi les taxes examinées par la Cour figurent celles sur les farines, sur les céréales et sur les huiles végétales destinées à la consommation humaine, la taxe de balayage, les taxes funéraires, la taxe sur les passagers aériens et maritimes embarqués outre-mer, ou encore le droit annuel de francisation et de navigation et le droit de passeport sur les navires de plaisance.

### **Climat et fiscalité**

Antoine Guillou, responsable du pôle Énergie Climat de Terra Nova, et Quentin Perrier, chercheur à l'Institute for Climate Economics I4CE, suggèrent quatre principes pour guider l'action publique face aux enjeux de la transition écologique, dans un contexte de suspension de la taxe carbone et face au risque que cette décision s'installe dans la durée sans qu'aucune initiative ne vienne en compenser les effets négatifs.

Le premier principe est l'exigence de transparence : les recettes d'une éventuelle hausse de la taxe carbone doivent être traçables de façon à ce que chacun puisse vérifier qu'elles sont affectées aux objectifs poursuivis.

Le second répond à un besoin de justice : il n'est pas normal qu'un effort plus que proportionnel soit porté par les ménages modestes sans que ceux-ci soient aidés, et il n'est pas normal non plus que certains secteurs pourtant polluants soient exemptés de taxes.

Le troisième principes s'illustre par la nécessité d'investissement - efficacité énergétique, les politiques de mobilité propre...

Enfin, le dernier principe réside dans l'utilisation exclusive des recettes de la taxe carbone : si une augmentation de la taxe carbone est envisagée, elle doit être compensée par une baisse équivalente sur un ou plusieurs autres prélèvements. En combinant ces exigences, la note envisage trois scénarios de sortie à la question écologique à la fin du grand débat :

1. La reprise dès 2020 de la trajectoire prévue, avec un nouveau pacte sur l'utilisation des recettes combinant accompagnement des ménages et investissements dans la transition écologique.
2. L'élargissement de l'assiette de la taxe carbone sans en augmenter le niveau, et en maintenant le niveau de prélèvements obligatoires. Les niches fiscales sur la consommation d'énergie seraient progressivement supprimées et transformées en baisses de prélèvements (sur le coût du travail par exemple) pour les secteurs concernés.
3. L'élargissement de l'imposition écologique conjuguée à une baisse des prélèvements suivit d'une reprise de la hausse de trajectoire en 2022. Il s'agirait d'abord de supprimer progressivement les niches fiscales sur l'énergie et de les transformer en baisse de prélèvement sur le travail. Une fois cela acté, l'Etat s'engagerait dans une trajectoire de hausse de la fiscalité carbone tout en assurant un nouveau pacte sur l'utilisation des revenus (fléchage vers la transition écologique).

### **Crédit d'impôt recherche**

La Commission nationale d'évaluation des politiques d'innovation de France Stratégie publie son dernier avis portant sur l'impact du dispositif de crédit d'impôt recherche. Ce dispositif, qui correspond à un coût budgétaire de près de 6 milliards d'euro par an, couvre environ 60% du

soutien à l'innovation en France et représente 6,1% de la totalité des dépenses fiscales. France Stratégie révèle que l'impact du dispositif, au regard de l'objectif principal qui consiste à renforcer les capacités des entreprises en matière de Recherche & Développement, est globalement positif. Toutefois, il semble que le coût en termes de dépenses fiscales multiplié par trois depuis la réforme de 2008. Le rapport conclue également à un effet positif du dispositif sur la croissance des dépenses de recherche et développement des entreprises et, bien que de manière moins prononcée, sur leur personnel de R & D, l'emploi des jeunes docteurs, ainsi que sur la propension des entreprises à déposer des brevets et sur leurs gains de productivité.

## Europe

### Enquête électorale

En partenariat avec le Cevipof, Le Monde et Ipsos Sopra Steria, la Fondation Jean-Jaurès présente le volet 2019 de son « enquête électorale française » menée sur un échantillon de plus de 10000 Français. Les résultats laissent présager un faible niveau de participation (40 à 44%) aux élections européennes et illustrent la très forte indécision des électeurs – seul un sur deux assure que son choix est définitif, même si une tendance plus forte s'illustre pour les sympathisants FN (77%) et LREM (71%) ou plus faible pour les sympathisants UDI (16%) ou Génération.s (28%). L'enquête révèle également les motivations du vote, avec 58% des participants déclarant tenir avant tout compte de questions nationales lors du choix. Cette valeur se creuse entre les sympathisants du Rassemblement National (80% de préférence nationale) et les soutiens de LREM-MoDem (61-66% de préférence européenne). Enfin, l'enquête révèle le sentiment des Français par rapport à l'Europe : si on annonçait demain que l'Union européenne était abandonnée, 50% des sondés éprouveraient de grands regrets, 31% de l'indifférence et 19% un vif soulagement.

### Économie européenne

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) publie son bilan annuel de l'économie européenne. Son édition 2019 s'inscrit dans une actualité particulière : 2019 est l'année des vingt ans de l'euro, une année d'élection au Parlement européen et l'année probable du Brexit. L'ouvrage revient sur les fondements historiques, institutionnels et intellectuels qui ont prévalu à l'adoption de l'euro, afin d'éclairer le lecteur sur les réussites et les défauts de cette monnaie. L'OFCE s'intéresse également aux divergences européennes en termes de marché du travail ou d'activité industrielle sont nombreuses. En toile de fond, l'ouvrage identifie que ces divergences pèsent sur la capacité des Européens à adopter une position commune sur les réformes à mener pour assurer une meilleure convergence. Pour conclure, l'OFCE s'intéresse aux possibles réformes pour répondre à trois défis majeurs que sont l'immigration, le numérique et la transition écologique. Sur ce dernier sujet, et malgré l'urgence de la question climatique, l'ouvrage juge que l'ambition européenne sur ce plan marque le pas.

### Fiscalité et unanimité

Olivier Marty, économiste et enseignant à Sciences Po et HEC, s'intéresse pour l'institut Jacques Delors à la récente communication de la Commission européenne invitant les chefs d'État et de gouvernement à passer au vote à la majorité qualifiée en matière fiscale (via le système des clauses passerelles), comme elle a déjà eu l'occasion de le faire en matière de politique étrangère et comme elle s'apprête à le faire en matière sociale. Pour l'auteur, l'initiative est en apparence très délicate : deux dossiers fiscaux emblématiques (l'harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés (ACCIS) et la taxation des entreprises du numérique) ne progressent que très peu sur fond de vives et anciennes divergences des États, ce qui n'augure pas d'un accueil favorable des dirigeants. Toutefois, un changement de système de vote pourrait, selon Olivier Marty, permettre d'aboutir à des fiscalités plus juste en taxant d'avantage les grosses entreprises, rendre la prise de décision plus démocratique en impliquant le parlement via la procédure législative ordinaire, et dégager un nouveau paradigme fiscal en développant de nouvelles ressources européennes propres.

## **L'opinion européenne en 2018**

La Fondapol publie, sous la direction de Dominique Reynié (directeur général de la fondation), la dernière édition de l'ouvrage *L'opinion européenne en 2018*. Disponible en librairie chaque année depuis 2000, l'enquête décortique l'émergence d'une opinion européenne. Cette dernière édition contient une analyse sur les sujets clefs qui ont fait l'actualité européenne de 2018, une étude inédite et complète sur les forces politiques européennes, et un dossier thématique examinant des défis auxquels l'Europe est confrontée dans un monde globalisé : l'innovation, le populisme, les transformations induites par les nouvelles technologies et le numérique dans nos sociétés, le partage et le respect des valeurs communes ou encore l'impératif climatique.

### **Atelier des idées**

#### **Redevance audiovisuelle**

Cette proposition formulée par un marcheur entend autoriser la publicité sur les chaînes du groupe France télévision (aux heures les plus rentables) pour financer la fin de la redevance audiovisuelle. Le rétablissement des publicités entre 20h et 6h du matin pourraient apporter de nouvelles recettes ; si c'est dernières sont suffisantes cela peut permettre de supprimer l'impôt en totalité ; si les recettes ne sont pas suffisantes, cela pourrait permettre d'en diminuer le montant.

#### **Universaliser l'allocation adulte handicapé**

Cette proposition suggère d'individualiser l'AAH : tout handicap de plus de 80% donnerait droit à une AAH maximal sans effet sur le revenu du ménage. Selon l'auteur, dès qu'un conjoint d'une personne recevant l'allocation travaille plus (heures supplémentaires ou primes), cette dernière peut être minorée. Un sentiment d'injustice peut paraître étant donné le caractère incurable du handicap porté par la personne voyant son allocation baisser à cause d'un surcroît d'activité de la personne valide. Par mesure de justice sociale, il est envisageable de limiter aux ménages percevant jusqu'à 2 fois le SMIC.

#### **Questions citoyennes au parlement**

Cette proposition formulée propose d'instituer des séances de questions citoyennes au parlement, sur le modèle des questions au gouvernement. Une séance pourrait ainsi être réservée chaque mois aux questions des citoyens, elle aussi retransmise à la télévision. Les questions seraient recueillies régulièrement sur une plateforme en ligne (en généralisant par exemple l'initiative [parlement ouvert](#) de deux députés du groupe LREM), où elles feraient l'objet de commentaires et de votes d'autres citoyens. Les questions les plus soutenues chaque mois (avec le plus de votes en ligne, mais en éliminant celles qui relèvent de l'injure ou de la calomnie) seraient automatiquement retenues.

#### **Lutter contre la pollution des mégots**

L'auteur part du constat qu'il y a un nombre trop important de mégots dans toutes les villes. Ceux-ci occasionnent une grande pollution des milieux aquatiques du fait des nombreux produits toxiques qu'ils contiennent et dégrade le cadre de vie de tous. L'idée décrite voudrait faire payer aux industriels du tabac (proportionnellement au tabac vendu) une "Taxe Mégots", qui seraient utilisées pour enlever les mégots de l'espace public et les recycler. Cela inciterait les industriels à changer leur production de filtre vers un produit plus écologique. Cette proposition peut être mise en relation avec la récente initiative de Brune Poirson, Ministre de la Transition écologique et solidaire, d'une taxe spéciale sur les cigarettes pour financer le recyclage.

#### **Informé le citoyen sur la réalité des coûts**

Le marcheur part du constat que les citoyens ne connaissent pas les coûts des services que leur apporte la collectivité (transports en commun, école, sécurité, santé...). Il s'agirait ici de mettre en place un site "combien ça coûte ?" qui préciserait par secteur et par service le détail

des financements publics - en explicitant la méthode de calcul. Il serait également important de former les élus à la recherche des coûts et au calcul des coûts, et aux ordres de grandeur, ainsi qu'aux paramètres pris en compte. Par exemple, la comparaison des salaires des enseignants entre la France et l'Allemagne n'a de sens que si l'on parle de revenu après impôts et allocations, et si l'on parle de revenu à temps de travail équivalent. Enfin, il faudrait apprendre aux citoyens et aux élus à faire la différence entre l'équilibre financier nécessaire d'une activité (les recettes doivent être supérieures ou égales aux dépenses) et la « rentabilité » qui implique implicitement dans l'esprit de nos concitoyens une notion péjorative

### **Rendre obligatoire les énergies renouvelables sur les constructions publiques**

La proposition entend rendre graduellement obligatoire l'installation d'une part d'énergies renouvelables (photovoltaïque, thermique, éolien...) sur les nouvelles constructions publiques.

## **Évènements**

### **Mars :**

#### **15 mars – 2019, la fin d'un monde ?**

Le Monde et le Cercle des économistes organisent une matinée de réflexions et d'échanges avec des économistes, intellectuels et personnalités politiques de premier plan, pour aborder les enjeux économiques et sociétaux d'un monde en perte de confiance et de repères. Pierre Nora, Erik Orsenna, Julia Cagé, Jean-Pierre Raffarin ou encore Sylvie Goulard aborderont la montée en puissance des nationalistes, questionneront le rôle des institutions démocratiques et débattront du rôle de l'État au cours de plusieurs discussions thématiques.

#### **15 mars – Les métiers de demain**

France Stratégie et la région Auvergne-Rhône-Alpes organisent une conférence sur l'avenir de métiers dans des secteurs en pleine évolution (le bâtiment, la maintenance et la production industrielle, l'informatique, le commerce, les services aux personnes...). Face à un marché du travail qui devra s'adapter aux nombreux enjeux tels que les transitions numériques, technologiques, écologiques, environnementales, organisationnelles ou sociétales, de nombreux intervenants viendront témoigner et apporter des éléments d'éclairage sur ce que seront les métiers de demain.

#### **18-24 mars – Semaine de l'industrie**

Depuis 2011, la Semaine de l'Industrie contribue à changer le regard du public sur l'industrie en proposant des événements pédagogiques et de découverte, partout en France. Journées portes-ouvertes dans les entreprises, visites dans les centres de formation, job dating, forums métiers, conférences/débats, interventions en classe... Elle a pour objectif de fédérer les entreprises de toutes tailles autour des valeurs communes de l'industrie du futur : innovation, excellence, numérique, nouveaux modèles d'affaires et moyens de production, nouvelles compétences et nouvelles organisations du travail. Un large choix d'événements sera proposé via une carte interactive.

#### **20 mars – Laïcité : faire vivre l'esprit de 1905 en 2019**

La République en Marche organise son premier grand débat d'idées consacré à la laïcité en présence de la secrétaire d'état Marlène Schiappa – sur [inscription uniquement](#).

#### **27 mars – Quelle Europe sociale voulons-nous ?**

A l'approche des élections européennes, Confrontations Europe organise un séminaire sur le thème de l'Europe sociale, en présence de Pierre Gattaz, Président de BusinessEurope, ou sera notamment abordé l'avenir des partenaires sociaux, du dialogue social européen, des conditions de travail ou encore des droits sociaux.